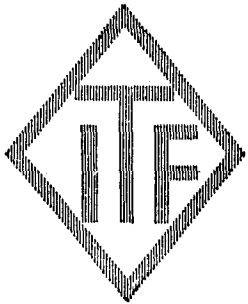


# FASCISME

ORGANE DE LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES OUVRIERS DU TRANSPORT  
 PARAÎT TOUS LES QUINZE JOURS EN FRANÇAIS, ALLEMAND, ANGLAIS, SUÉDOIS, ESPAGNOL ET  
 HOLLANDAIS ET EN PARTIE EN ESPÉRANTO. LE PRIX DE L'ABONNEMENT EST DE FL. 4.- PAR AN (ET  
 DE FL. 2.- POUR LES MEMBRES DES ORGANISATIONS ADHÉRENTES À L'I.T.F. ET AUTRES ORGANISA-  
 TIONS OUVRIÈRES). S'ADRESSER POUR LES ABONNEMENTS: VONDELSTRAAT 61, AMSTERDAM WEST

7ème année

Amsterdam, le 1er avril 1939



Les effets de l'op-  
pression nazie, au-  
dela des frontières

(I.T.F.) Ce qui arrive en Allemagne  
 atteint les travailleurs de pres-  
 que tous les pays. Les préparatifs  
 de guerre fébriles de la dictature

hitlérienne menacent les voisins de l'Allemagne et les  
 poussent à s'armer à leur tour. Les Nazis ont provoqué  
 une course aux armements qui compromet dans bien des pays  
 ce que les travailleurs ont réussi à conquérir en des  
 dizaines d'années de lutte et ce dont les ouvriers alle-  
 mands ont été dénués par les Nazis: la liberté de mouvement, des heures  
 de travail moins longues et des salaires convenables. La réaction so-  
 ciale allemande fait internationalement reculer la politique sociale.

Les Nazis contraignent des ouvriers allemands à peiner  
 pendant 14, 16 voire 18 heures, par jour dans les industries de guerre  
 et aux travaux de fortifications. Des ouvriers autrichiens et sudètes,  
 des Tchèques et des Slovaques sont, prisonniers de guerre d'Hitler, atté-  
 lés à la machine allemande des armements. La prolongation des heures de  
 travail en Allemagne fait sentir ses effets. Dans plusieurs des pays qui  
 se sentent menacés par les bombes allemandes, on a déjà procédé à une  
 prolongation des heures de travail dans les industries de la défense  
 nationale afin d'être en mesure de fournir avec plus de célérité des  
 armes contre l'agression menaçante des Nazis

Dans les industries allemandes travaillant pour l'expor-  
 tation, les heures de travail sont prolongées et les salaires réduits  
 pour mettre le Troisième Reich à même d'exporter des marchandises bon  
 marché. Par une majoration des impôts, les Nazis financent un dumping  
 qui menace les possibilités d'occupation de dizaines de milliers d'ou-  
 vriers de tous les pays. A maints endroits les éléments de réaction so-  
 ciale tentent de profiter de l'heure et, en se réclamant de la concu-  
 rence allemande, de ramener au niveau allemand les salaires et les heu-  
 res de travail. Le dumping nazi menace le niveau de vie des travailleurs  
 de presque tous les pays.

La dictature nazie est devenue l'ennemi universel des  
classes laborieuses

Ouvriers étrangers légionnaires en  
Allemagne.- "Legion suisse" et  
"Legion hollandaise"?

(I.T.F.) A l'heure qu'il est, tra-  
 vailler en Allemagne signifie une  
 charge spéciale pour chaque ouvrier  
 étranger. Celui qui vient occuper

l'emploi d'un Allemand appelé au service militaire ou au travail dans  
 l'industrie de guerre, doit non seulement se plier à toutes les exigen-  
 ces des employeurs et renoncer à toute opposition contre la propagande

naزية mais est encore exposé au danger que les Nazis tâchent de se servir de lui contre sa patrie en l'enrôlant dans un corps de légionnaires. En été 1938, les autorités nazies ont fait venir en Allemagne près de 50.000 ouvriers sudètes. Beaucoup d'entre ces ouvriers ont été interrogés par la police sur leur passé politique et leur orientation actuelle. Ils ont été examinés par des médecins militaires et les données sur leur formation militaire ont été inscrites dans une espèce de registre matricule. Plusieurs d'entre ceux qui n'avaient pas fait de service militaire ont été dressés dans l'armée allemande. Une grande partie de ces trois divisions de frontaliers ont, pendant les jours critiques de septembre dernier, dû partir pour la frontière, ensemble, avec le "corps franc sudète" de Henlein.

Après l'abandon de la République tchécoslovaque à son sort, les Offices de placement allemands ont systématiquement embauché des ouvriers slovaques. En mars 1939, une "Legion slovaque" a été constituée parmi ces ouvriers et envoyée à Bratislava. Depuis le début de 1939 on prépare la formation d'une "Legion suisse" et une "Legion hollandaise".

Les Offices de placement allemands embauchent en Suisse des ouvriers spécialisés et des manoeuvres, ces derniers souvent par l'entremise de certains mouvements de "renaissance suisse" dépendants de Berlin. Les autorités allemandes attachent beaucoup de prix à ces Nazis suisses; elles laissent quelque 6.000 bons Nazis allemands toucher l'allocation de chômage en Suisse afin de réserver en Allemagne des emplois à des Nazis suisses.

Les Nazis hollandais ont aussi leur valeur. Autour du Nouvel-An l'instruction confidentielle a été donnée aux Offices de placement d'Allemagne occidentale de ne plus embaucher, autant que possible, que des ouvriers sympathisant avec l'orientation nationale-socialiste (NSB). Or, les Offices de placement ont dû faire savoir aux autorités que dans les milieux de la N.S.B. on ne trouve guère la main-d'oeuvre spécialisée dont a besoin l'Allemagne. Néanmoins, ces autorités insistent pour que, du moins dans les cas où la possibilité d'un choix existe, on donne la préférence à des membres de la N.S.B. Les Nazis semblent penser que les ouvriers qui acceptent du travail en Allemagne doivent forcément se vendre à la Légion étrangère hitlérienne.

#### La propagande extérieure du Front allemand du travail.

(I.T.F.) Le gouvernement hongrois a pris une mesure pour enrayer la propagande allemande. Il a été décidé

d'abolir la possibilité d'un abonnement postal au "Calendrier du Front allemand du travail". (Suivant une communication de la "Deutsche Arbeitskorrespondenz" on prépare sérieusement une intensification de la propagande nazie en Scandinavie. Le fait que le gouvernement suédois veut tolérer en 1940 un Congrès nazi à Stockholm fournirait aux organes berlinois le point de départ longuement cherché.

(Pour les redactions: Voir pour les détails concernant le "Calendrier du Front du travail" le numéro du 12 novembre 1938 et concernant le congrès nazi de Stockholm le numéro du 4 mars 1939.)

#### Chasse aux esclaves en Europe centrale.

(I.T.F.) Nombreux sont les motifs ayant amené la dictature nazie à subjugu

er la Tchécoslovaquie. Un de ces motifs, et peut-être pas le moins important, était le désir d'enrôler les ouvriers tchécoslovaques dans les industries de la défense nationale allemande. Des semaines déjà avant la lâche agression contre la République, sans défense depuis les jours de septembre 1938, la presse allemande se préoccupait de la question de savoir si et si oui, comment, des ouvriers tchécoslovaques pourraient être mis à l'oeuvre dans les industries d'intérêt vital pour la défense nationale. "La question de savoir jusqu'à quel point il sera possible d'occuper dans le bassin de la Ruhr les ouvriers du sous-sol disponibles en Tchécoslovaquie est en ce moment (1) encore en suspens" -- ainsi écrivait par exemple le "Kölnische Zeitung" une semaine avant l'ultimatum à Prague. Aujourd'hui la question n'est plus en suspens: les ouvriers tchécoslovaques sont devenus les esclaves de Göring.

Il y a quelque 200 ans, les prisonniers de guerre étaient en Europe incorporés dans les rangs de l'armée victorieuse. Aujourd'hui on ne se risque plus à leur confier des armes. Aujourd'hui, on occupe les ouvriers des régions envahies comme prisonniers de guerre dans les industries d'un intérêt vital en temps de guerre. Chaque ouvrier tchèque travaillant dans l'industrie de guerre allemande, permet d'enrôler un soldat de plus dans l'armée allemande.

On avertit Hitler qu'un surmenage des ouvriers compromet le réarmement.

(I.T.F.) Afin d'accélérer encore les préparatifs de guerre, les Nazis ont prolongé les heures de travail et accentué encore le rythme du travail.

Les travailleurs des industries de guerre allemandes sont à tel point surmenés que des Nazis de premier plan doivent à plusieurs reprises ouvertement mettre en garde contre les conséquences d'un excès de fatigue. Avec préoccupation les fonctionnaires du ministère du Travail et du Front allemand du travail ont signalé l'accroissement du degré de morbidité et le recul du rendement et à présent (le 21 mars), le "Deutsche Volkswirtschaft" qui touche de près aux milieux du ministère de la Propagande, écrit, soucieux, que le surmenage des ouvriers allemands compromet la réalisation du programme de réarmement. "Ces dernières semaines se sont manifestés une série de symptômes de surmenage d'ouvriers et d'employés, particulièrement de ceux de l'industrie. Pour commencer, l'épidémie de grippe a pris des proportions qui permettent de conclure à une sensibilité excessive à la contagion à la suite d'un certain épuisement psychique et physique. En deuxième lieu, on constate dans pas mal de professions une irritabilité excessive, conséquence d'une trop grande tension nerveuse et en troisième lieu la tendance de ne pas venir au travail sans excuse et de faire le lundi augmente à vue d'œil. Ce dernier phénomène s'explique sans nul doute aussi par un besoin de détente et de repos." Le journal insiste sur le fait qu'il n'est pas possible de continuer à exiger des ouvriers cet excès d'effort: "Nous pouvons nous accommoder de tout, faute d'un recul du rendement de l'industrie (des armements)". (Voir "Fascisme" NOS du 4 et du 18 mars).

Accroissement effrayant des accidents en Allemagne.

(I.T.F.) Aucun journal allemand n'a pu publier un extrait du rapport annuel de la Caisse allemande des assurances contre les accidents. Ce rapport a paru séparément comme "publication spéciale" n'étant pas rendue publique. Cela se comprend car, par ses simples chiffres, ce rapport constitue une grave accusation contre le houspillage nazi. Depuis l'anéantissement des syndicats libres le nombre des accidents parmi les assurés des caisses de prévoyance dans l'industrie, les transports, le commerce et l'artisanat a augmenté d'année en année. Il y eut en 1932 par 10.000 ouvriers intégralement occupés, 645 notifications d'accidents; en 1935 il y en eut 848 et en 1937 déjà 971. Depuis la suppression du mouvement syndical le nombre des accidents notifiés a donc augmenté de plus de 50%. L'Office national des assurances sociales reconnaît que l'augmentation effrayante du nombre des accidents est "la conséquence des exigences accrues psychiques et physiques, à la suite de l'augmentation générale du rendement".

Le nombre des accidents continue à s'accroître. "Il faut compter avec une augmentation poursuivie du nombre des accidents"--ainsi écrit avec résignation l'Office des assurances sociales.

(Pour les rédactions: Les chiffres cités ont été empruntés au rapport annuel de la Caisse nationale des assurances sociales qui vient de paraître (pages 11 et 305).-- Une comparaison avec des années précédentes n'est pas possible, ainsi que l'indique expressément la feuille officielle.)

8 1/2 millions d'ouvriers malades.

(I.T.F.) Dans le numéro du 8 janvier du périodique "Der Sozialversicherungsbeamte" un médecin nazi se pose la question de savoir s'ils ont raison "les citoyens soucieux qui lèvent le doigt et signalent qu'à la longue, l'Allemagne ne pourra pas supporter le rythme accéléré du travail, du fait qu'un nombre toujours plus grand de travailleurs tomberaient malades".

Il répond par la négative. "Il n'est pas suffisant de dire que les salles d'attente des médecins sont plus remplies et que le nombre de ceux qui se portent malades dans les entreprises a augmenté..... Nous ne parlerons pas des cas de maladie qui n'entraînent pas l'impossibilité de travailler, car ceux-là n'ont pas tant d'importance pour juger de l'ensemble de la question". C'est ainsi que ce médecin tâche de tranquilliser ceux qui se font des soucis à cause du nombre accru des cas de maladie.

Le rapport annuel de la Caisse allemande des assurances sociales qui vient de paraître dément les affirmations de notre médecin. En 1937, 8,4 millions de travailleurs allemands étaient malades et incapables de faire leur travail. La dernière année avant l'anéantissement du mouvement syndical libre, il y avait 314 malades incapables de travail-

par 1.000 assurés; en 1935, ce chiffre avait monté à 405 et en 1937 à 416.

Les visites rigoureuses de la part du médecin-contrôleur n'ont servi à rien. Par leur attitude, les médecins de confiance des Nazis ont obtenu, il est vrai, que des ouvriers allemands malades continuent à travailler jusqu'à n'en plus pouvoir, mais le résultat est tout simplement que ces maladies négligées revêtent un caractère plus grave. En 1937, les caisses d'assurance-maladie allemandes ont dû prendre acte de 8.400.000 cas de maladie entraînant une incapacité de travail. La durée moyenne des maladies était de 9,4 jours par assuré. C'est là le chiffre le plus élevé depuis le début de la dictature des Nazis. L'excès de fatigue et l'alimentation insuffisante ont miné la santé des travailleurs allemands. (Pour les rédactions "Die deutsche Sozialversicherung im Jahre 1937", page 297)

La déception des Italiens rapatriés (I.T.F.) A l'aide de force promesses et de voyages gratuits, le gouvernement italien a réussi à faire rentrer en Italie un certain nombre de ses ressortissants. Une fois rentrés au pays, les rapatriés ont dû constater que la réalité n'était guère conforme aux belles promesses.

Confiants en ce qui leur avait été annoncé, plus de 60 familles italiennes de Tunisie sont retournées à Milan. On leur avait assuré qu'il y aurait du travail pour tous, une bonne nourriture et des logements confortables. Le premier jour, la réception fut bonne et les repas aussi; il s'agissait de les mettre en bonne disposition pour la photographie à prendre! Le soir, première déception. On les envoya dans les dortoirs de l'asile de nuit. Les quelques objets que les familles avaient emportés avaient été entassés dans le garde-meuble municipal où sont gardés les hardes des sans-logis. Le jour suivant, les pauvres gens étaient envoyés à la soupe populaire sans qu'on se souciât davantage de leur sort.

Minimum vital comme salaire (I.T.F.) Le parti hitlérien<sup>st</sup> de même que les organisations fascistes jaunes d'autres Etats--adversaire du salaire horaire contractuel.

Il promet aux employeurs de les libérer du système "rigide" du tarif et aux ouvriers de leur payer des primes au rendement dépassant de beaucoup le taux contractuel. Les patrons nazis ont obtenu ce qu'ils espéraient: assouplissement vers en bas des taux de rétribution. Les fonctionnaires du ministère du Travail nazi ont le droit d'autoriser à tout moment un paiement inférieur au tarif et les employeurs qui ont des relations peuvent faire ce qui bon leur semble. Mais le rêve d'une rétribution conforme au rendement a cruellement été brisé. Les Nazis ont violé leur promesse de "réorganiser sur une toute nouvelle base l'ensemble du système de la rétribution"\*) et il ne leur est pas venu à l'esprit d'améliorer, comme ils l'avaient promis, au moyen de primes au rendement convenables, les bas salaires contractuels "correspondant au minimum vital d'un travailleur".\*) Au contraire, ils ont commencé à interdire tout supplément de salaire.

Depuis la mobilisation en été 1938, les fonctionnaires du ministère du Travail sont autorisés à arrêter des salaires maxima. Depuis lors, ceci a été fait dans bien des entreprises et à présent on a, dans l'industrie du bâtiment, fixé des maxima pour des districts entiers. Il semble s'agir de la préparation de maxima généraux.

Le commissaire au travail pour la Turinge a décrété: "Des salaires supérieurs aux tarifs ne pourront être ni pratiqués ni promis, même dans des cas individuels, sans autorisation écrite préalable de ma part, pour autant que 15% du personnel d'une entreprise occupe sur un chantier toucheront déjà un salaire supérieur au tarif... même lorsque le dépassement des taux a comme motif le paiement de primes au rendement". Même des "allocations de toute nature, telles que des indemnités de nourriture, remboursement de frais de voyage, indemnités de déplacement, allocations pour charges de famille etc." ne peuvent être payées qu'avec une autorisation écrite. Celui qui paie des indemnités sans autorisation est passible d'une peine de prison et d'une amende d'un montant illimité.

Les salaires actuels des ouvriers du bâtiment de Turinge se trouvent encore au-dessous des bas taux de l'année de crise 1932.

Le Commissaire au travail pour la région de Westphalie et de la Ruhr a rendu "afin de contrecarrer les efforts des ouvriers d'augmenter

\*)Mémoire de la N.S.B., novembre, 1933, page 198

leurs salaires" une ordonnance correspondante pour l'industrie du bâtiment (y compris celle de la peinture). Ceux qui sont payés à l'heure ne pourront, pendant les 12 premières semaines, pas toucher un pfennig de plus que le bas tarif et à partir de la 13<sup>ème</sup> semaine le taux ne peut qu'être "arrondi...sans pouvoir excéder toutefois de 10% le taux du tarif". Tout employeur qui cède aux revendications de ses salariés et "enfreint cette ordonnance ou bien la tourne, par exemple par un classement inexact ou en inscrivant à l'actif d'un ouvrier des heures de travail qu'il n'a pas fournies...est passible d'une peine de prison et d'une amende, cette dernière jusqu'à un montant illimité, ou bien d'une de ces peines".

(Pour les rédactions: L'ordonnance de Thuringe du 9 février est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> mars, celle de Westphalie le 15 mars.- Voir "Fascisme" N° du 9 juillet 1938.)

Les travailleurs allemands enchaînés à l'entreprise. (I.T.F.) Le sort en est jeté,..... Tous les ouvriers et employés allemands n'auront dorénavant plus le droit de dénoncer leur occupation qu'avec l'autorisation expresse de l'Office de placement. Ils n'ont toutefois pas besoin de l'autorisation des autorités nazies lorsque leur employeur les libère. Sous le prétexte de limiter les changements d'emploi au profit des intérêts militaires, on a livré les salariés allemands à l'arbitraire de leur patron.

Le droit de dénoncer un contrat de travail n'a été légalement limité (par le décret du 10 mars) que pour les catégories ouvrières qui peuvent relativement facilement trouver du travail dans une entreprise payant mieux, à savoir pour les ouvriers et employés de l'industrie forestière, de l'industrie chimique, de celle des briques, du ciment et des carrières, de l'industrie sidérurgique et métallurgique, pour les ouvriers agricoles qui veulent changer de profession, pour les ouvriers de l'extraction de minéral et de lignite, ceci pour empêcher que les ouvriers travaillant dans les mines métallifères discréditées et dans les gisements de lignite sudètes où les salaires sont bas, ne tâchent de quitter leur emploi. Dans les houillères, dans la navigation maritime et dans l'industrie du bâtiment, une introduction légale de l'asservissement à l'employeur n'était plus nécessaire, car depuis des mois déjà les ouvriers mineurs n'ont plus le droit de s'en aller sans l'approbation de l'Office de placement et les marins aussi voient depuis des mois entraver la possibilité de quitter leur armateur par une intervention des bureaux de placement. Quant aux ouvriers du bâtiment, le "mandataire général pour l'industrie du bâtiment" a depuis longtemps décrété des mesures du même ordre. Dans un régime de dictature anti-ouvrière, les lois sociales ne sont en quelque sorte que des formalités, avilies tous les jours par de simples circulaires d'un organe public quelconque. Le bulletin du ministère du Travail déclare ouvertement qu'autoriser les offices de placement à interdire--même sans mesures légales spéciales--les changements d'emploi au sein de l'industrie du verre (spécialement naturellement dans les établissements sudètes où les salaires sont bas) permet d'éviter pour l'industrie du verre l'interdiction légale, sinon inévitable, de changements de place." C'est ainsi qu'une pratique réactionnaire permet à la dictature d'éviter des lois réactionnaires. Aussi, les bureaux de placement ont-ils expressément autorisés le 10 mars, à lancer comme ils l'entendent une interdiction de dénoncer l'emploi, valable pour chaque personnel ou pour chaque ouvrier ou employé individuel. \*) l'Office en groupe

"Pas un geste de plus" (I.T.F.) La résistance acharnée contre le rythme outré du travail a pris dans plus d'une entreprise allemande une grande ampleur. Le journal hebdomadaire "Das schwarze Korps", édité par la Gestapo, doit reconnaître l'impuissance des hussards et peste contre l'ouvrier et l'employé qui "à son poste ne fait tout juste que l'indispensable et pas un geste de plus". ("Schwarzes Korps" 16 mars 1939)

Prolongation des heures de travail dans les mines allemandes. Un mouvement de résistance d'importance internationale. (I.T.F.) A partir du 1<sup>er</sup> avril les ouvriers du sous-sol allemands devront faire des journées de travail plus longues que celles des mineurs de tous les autres pays européens. Alors que dans d'autres pays les organisations syndicales de mineurs exigent une réduction des heures passées sous terre, en raison du travail plus pénible à la suite de la mécanisation, les Nazis ont prolongé la durée du travail. A partir du 1<sup>er</sup> avril 1939 une journée de travail de 8 h.3/4

a été introduite pour tous les travailleurs du sous-sol en Allemagne. C'est pour la première fois dans l'histoire de la législation sociale allemande--ainsi constate avec satisfaction le journal patronal "Die Deutsche Bergwerkszeitung", dans son numéro du 16 mars -- qu'un surplus de travail obligatoire a été prescrit pour une industrie entière". Même le président de l'Association des entreprises minières allemandes croyait ne pouvoir exiger qu'une demi-heure de travail de plus au maximum. Göring a dépassé le désir du patronat des mines et on ruine la santé des ouvriers du sous-sol allemand afin que l'Allemagne puisse --ainsi que le reconnaît sans ambages le Dr. Ley (dans le Angriff du 22 mars)-- "conserver son avance en matière d'armement".

Les mineurs sont victimes des desseins autarciques des Nazis. La consommation allemande de charbon a monté de manière disproportionnée à la suite du Plan quadriennal.

On évalue pour 1939 à 18 à 20 millions de tonnes la quantité de charbon nécessaire pour l'exécution des travaux prévus au Plan quadriennal au moyen duquel l'Allemagne désire se rendre indépendante de l'étranger dans l'éventualité d'une guerre. En faisant des journées de travail plus longues, les mineurs allemands devront être contraints à produire le surplus nécessaire pour satisfaire à ces besoins accrus.

Beaucoup d'entre les ouvriers mineurs allemands sont depuis 1936 déjà contraints de faire du travail supplémentaire. Le "Ruhrarbeiter", organe du front allemand du travail, cite, dans son quatrième numéro de mars, le cas de mineurs qui en 1938 ont dû faire 360 postes de travail sur 300 jours et il rappelle que d'autres ont dû faire 35 postes par mois de 26 jours de travail. Y a-t-il de quoi s'étonner qu'avec un tel surmenage d'ouvriers sous-alimentés, le rendement des travailleurs du sous-sol dans le bassin houiller de la Ruhr ait reculé depuis la mise en vigueur du plan quadriennal de 11 1/2% ?

Les Nazis craignent que les mineurs ne s'opposent à la prolongation des heures de travail en travaillant plus lentement de sorte que la journée plus longue n'entraîne pas d'augmentation du rendement. C'est pourquoi il a été annoncé que les 45 minutes de travail supplémentaire seront retribues à 25% au-dessus du taux normal et qu'un rendement dépassant le forfait convenu donnera droit au triple salaire.

Jusqu'ici la propagande des Nazis n'a pas eu beaucoup de succès. Le journal "Der Ruhrarbeiter" a interrogé 12 hommes de confiance pour savoir comment les travailleurs du sous-sol réagissent à la prolongation des heures de travail. Tous déclarèrent sans exception que les travailleurs discutent avec beaucoup d'esprit critique la prolongation de la durée du travail et ne croient pas aux promesses qu'on leur fait. Depuis qu'il n'y a plus de syndicats, les employeurs des mines peuvent imposer le forfait qui bon leur semble. Or, le rendement forfaitaire qui doit être réalisé pour avoir le salaire complet est si élevé que presque aucun ouvrier ne réussit à l'atteindre. De telle sorte, la promesse du triple salaire pour tout travail accompli en sus du forfait a été ressentie par les ouvriers comme une insulte.

Les autorités nazies semblent avoir compté avec une résistance de la part des mineurs ; elles se sont réservées le droit de faire faire des postes supplémentaires en dépit de la prolongation des heures de travail.

Dans les premiers mois à venir une lutte décisive sera livrée dans l'industrie minière allemande autour des heures de travail. L'issue de cette lutte a une importance internationale. En 1938 déjà, des représentants du patronat des mines de plusieurs Etats européens ont lors d'une conférence convoquée par le Bureau international du Travail pour discuter des possibilités d'une réduction des heures de travail dans les mines, déclaré qu'il ne pourrait être question de réduction des heures de travail aussi longtemps que l'Allemagne est à même, en exigeant des ouvriers un effort excessif, d'exporter à bon compte. Si à présent le rendement des mineurs allemands n'augmente pas en proportion de la prolongation de la journée de travail, la tentative des Nazis, avant-garde de la réaction internationale, de démontrer l'efficacité d'une augmentation de la durée du travail dans les mines (et dans d'autres industries), a échoué.

En même temps, le manque de charbon suscitera des difficultés à la fois pour les industries auxquelles a trait le Plan quadriennal et pour les préparatifs de guerre allemands.

LES OUVRIERS DU TRANSPORT SOUS LE FASCISME.

Un Nazi se méfie de l'autre. (I.T.F.) A bord des bâtiments allemands, il y a bien peu de Nazis convaincus. Même les "chefs politiques" à bord, désignés par le parti, n'ont pas la confiance des secrétaires nazis qui, en secret, informent les armateurs que tel ou tel "chef politique" n'est pas "sûr". Les militants nazis en cause en sont parfois informés par hasard.

Récemment une pareille surprise était réservée à un chef de bord nazi devant le Tribunal d'arbitrage pour la navigation maritime allemande.

Ce militant qui avait pendant trois ans à bord d'un navire allemand espionné l'équipage, se voyait un jour brusquement transféré par l'armateur sur un autre bâtiment. Or, là il y avait déjà un "chef politique". Offensé l'ancien chef de bord, un boulanger, qui voulait bien espionner les autres, mais pas être lui-même l'objet d'une surveillance, exigea son embarquement sur son ancien navire. La société d'armement répliqua en le congédiant tout simplement. Furieux, notre homme porta plainte devant le Tribunal arbitral. Là il apprend qu'il n'a plus été enrôlé à bord de l'ancien navire "parce que le Front allemand du travail --section Anvers ne le désirait pas"!

Les Nazis n'ont même pas confiance en leurs propres militants.. (Pour les rédactions: Compte-rendu de la séance du 25 janvier 1939 du Tribunal d'arbitrage pour la navigation maritime allemande)

Surmenage des cheminots allemands. (I.T.F.) La Reichsbahn allemande a dû céder une partie de son personnel routiné à des formations de chemins de fer de campagne nouvellement constituées et relevant du commandement militaire du réseau ferré. Le brusque manque de personnel roulant n'a pu être compensé que de manière défectueuse par l'engagement de nouveaux éléments. De la sorte, l'ancien personnel routiné reste au service de la Reichsbahn, doit travailler encore davantage que jusqu'à présent. Les agents doivent faire du service pendant neuf dimanches consécutifs avant d'avoir un dimanche de repos. On ne respecte plus les règlements sur les heures de travail et la journée de service est étendue de manière tout à fait arbitraire.

La fin des mutualités des cheminots et postiers viennois. (I.T.F.) En 1934 et 1935, les Nazis ont dissous toutes les caisses mutualistes de secours des ouvriers allemands.

A présent ils étendent leur oeuvre destructrice aux mutuelles des ouvriers autrichiens. A Vienne, la caisse d'assurance-décès des cheminots et postiers a été dissoute et les 27.000 membres ont été transférés à la caisse d'assurance de la municipalité. Il y a des cheminots retraités âgés de 70 ans ou davantage ayant pendant 40 ans payé des cotisations à la mutuelle. En dernier lieu ils payaient 1,30 sch. pour que leurs familles touche après leur décès, une somme globale de 1.000 schillings. S'ils veulent continuer l'assurance et garantir le versement de cette somme à leurs ayants-droits il faut maintenant qu'ils paient 5 marks par mois (à la place de 1 sch.30 = officiellement 83 Pfennigs). Bien des cheminots ne le peuvent pas. S'ils continuent à payer l'ancienne cotisation, leurs ayants-droit ne recevront que 121 marks. Mécontents et inquiets, les cheminots viennois ont demandé le maintien de la mutuelle sur l'ancienne base. Les Nazis toutefois ne se soucient pas mal des désirs des cheminots et des postiers.

Là où flotte le drapeau à la croix gammée, les travailleurs sont sans défense.

Prolongation des heures de travail aux ateliers de la Reichsbahn (I.T.F.) Les directions de plusieurs ateliers de réparation et d'entretien courant de la Reichsbahn, ont décidé (fin février) de fixer "jusqu'à nouvel ordre" la durée du travail minimum à 54 heures par semaine.

Dans les services où le personnel travaille "selon les règlements" les directions n'auront pas beaucoup de plaisir de cette prolongation des heures de travail.